

UNE PRISE DE PAROLE LIBRE À GENTIOUX...

Texte du collectif libertaire Creuse-Citron

Si nous tenons à ce rassemblement à Gentioux, c'est parce que nous sommes contre l'ordre établi, ordre militaro-policiier au service d'un État toujours en guerre à l'extérieur et à l'intérieur du pays.

Les pantins qui nous gouvernent, quelles que soient leurs étiquettes et leurs emballages, ont toujours été au service des grands groupes capitalistes, particulièrement des fabricants d'armes et des bétonneurs. Quand les bombes françaises auront fini de détruire le Yémen, Bouygues et consorts auront de juteux marchés de reconstruction.

A l'intérieur du pays, en état d'urgence permanent, la chasse est continue contre ceux qui lèvent la tête et se rebellent, qu'ils soient syndicalistes, zadistes, accueillant des exilés, ou autres.

Mais aujourd'hui le cynisme des gouvernants a franchi un cap. Leur parole se libère sans contrainte: nous entrons dans une ère de tolérance zéro clairement assumée. Dans une ambiance d'individualisme exacerbe, il n'y a plus guère que la participation à la farce électorale qui soit tolérée et encouragée.

Pendant combien de siècles, femmes et hommes continueront-ils à voter pour choisir leurs seigneurs et maîtres?

Être antimilitariste et penser qu'un État puisse avoir un rôle positif à jouer est schizophrénique.

Certains s'adressent à l'État pour exiger la réhabilitation des fusillés pour l'exemple. Nous pouvons le comprendre, eu égard à notre soutien indéfectible à tous les déserteurs et insoumis à la connerie militaire. Mais pourquoi vouloir gommer l'ignominie de l'État français? Vouloir faire admettre ses torts à l'État, c'est admettre qu'il puisse se conduire différemment, c'est conforter son existence! Rémi Fraisse, Jérôme Laronze et bien d'autres ont aussi été assassinés pour l'exemple. Exigera-t-on leur réhabilitation?

On ne demande rien à l'État, on le combat.

Nous sommes, ici, devant un monument aux morts non officiel, jamais inauguré par les nervis de l'État français, car il ne se réfère ni à la patrie ni à la France. Et nous y venons pour réaffirmer notre antimilitarisme radical: à bas toutes les armées, toutes les machines de guerre, fussent-elles présentées comme «*du peuple*» ou «*révolutionnaires*». La guerre n'est jamais une solution pour les peuples et ne peut servir qu'à asseoir le pouvoir des classes dominantes.

Pour nous, il ne saurait être question d'envisager l'utilisation de la coercition pour parvenir à une société sans domination. Cette cohérence entre la fin et les moyens est ce qui nous différencie radicalement d'autres tendances révolutionnaires.

Antimilitaristes nous sommes, mais zadistes aussi pour construire des alternatives concrètes qui abolissent les notions de hiérarchie, d'autorité, de représentativité et de soumissions à des lois que nous ne reconnaissons pas.

C'est, aujourd'hui, une bonne façon de mettre la crosse en l'air.

Ni Dieu, ni maître, ni Etat, ni patrie.
